

# JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

JSFS

**Vie de la société**

*Journal de la société statistique de Paris*, tome 48 (1907), p. 237-241

[http://www.numdam.org/item?id=JSFS\\_1907\\_\\_48\\_\\_237\\_0](http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1907__48__237_0)

© Société de statistique de Paris, 1907, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme  
Numérisation de documents anciens mathématiques  
<http://www.numdam.org/>

# JOURNAL

DE LA

## SOCIÉTÉ DE STATISTIQUE DE PARIS

---

N° 8. — AOUT 1907

---

### I

#### PROCÈS-VERBAL DE LA SÉANCE DU 17 JUILLET 1907

**SOMMAIRE.** — Adoption du procès-verbal de la séance du 19 juin 1907. — Nomination définitive d'un membre titulaire. — Présentation de trois membres titulaires. — Présentation d'ouvrages par M. le Président. — Correspondance. — Présentation des ouvrages : M. le Secrétaire général. — Communication de M. Meuriot sur une nouvelle carte électorale de l'empire allemand, d'après les élections de 1907; discussion : MM. Risser, Cadoux. — Observations de M. Malzac relatives à la loi sur les pensions civiles. — Communication de M. Tarry sur le mouvement espérantiste en France depuis vingt ans.

La séance est ouverte à 9 heures, sous la présidence de M. MARCH.

Le procès-verbal de la séance du 19 juin dernier est adopté.

M. le PRÉSIDENT met aux voix l'élection définitive de M. THILLAYE, agent général de la caisse d'épargne de Paris, qui est admis à l'unanimité.

M. le Président présente à titre de *membres titulaires* : M. TOLMAN (William H.), directeur du musée américain d'hygiène et de préservation industrielle à New-York, 241 East, 39 street, présenté par MM. Levasseur et Cheysson ; M. l'abbé ANNÉREAU, 6, rue de Bagnaux, présenté par MM. Tarry et Fléchet ; M. POURLIÉ, chef de division de la comptabilité à la préfecture de police, présenté par MM. Cadoux et Malzac. Conformément aux statuts, il sera statué sur ces trois élections dans la prochaine séance.

M. le Président annonce l'apparition du volume : *Questions ouvrières et industrielles en France sous la troisième République*. En présentant cet ouvrage (1), M. le Président s'exprime ainsi :

« Cet ouvrage est le couronnement de l'édifice dont notre vénéré maître M. Levasseur a jeté les bases, il y a plus de quarante ans, et auquel il a consacré la plus grande partie d'une vie de labeur persévérant et soutenu jusqu'à un âge où, d'ordinaire, ceux qui ont la chance d'y atteindre goûtent depuis longtemps un repos justifié.

« L'an prochain, M. Levasseur aura quatre-vingts ans et il y aura quarante ans qu'il fait partie de l'Institut. Vous me permettrez de constater qu'il y a aujourd'hui plus de quarante ans que notre Société a l'honneur de le compter dans son sein.

« Ses collègues à l'Académie des sciences morales et politiques ont formé le projet

---

(1) Dont la remarquable préface paraîtra dans un prochain numéro du présent Journal.

de fêter le double anniversaire et une médaille gravée par Chaplain doit lui être offerte.

« Notre Société s'associera à cet hommage en tant que société, mais beaucoup d'entre nous tiendront à s'y associer individuellement et à contribuer personnellement <sup>(1)</sup> au témoignage d'affectueuse admiration qui va être offert à notre illustre confrère. »

M. le Président dépose de la part de l'auteur, M. Jean Birot, professeur au lycée Carnot, un opuscule de 32 pages qui, sous le titre *Statistique annuelle de géographie comparée*, renferme une masse de données statistiques sommaires concernant la population, l'agriculture, l'industrie, le commerce, les finances et les forces militaires de la France et des différents pàys.

Cet annuaire abrégé, mis en vente par la maison Hachette, au prix modique de 1 fr., est destiné à rendre de grands services aux publicistes et aux professeurs qui ont souvent besoin de trouver rapidement certains chiffres sans qu'une exactitude parfaite ni beaucoup de détails leur soient indispensables.

D'ailleurs, les chiffres, extraits de publications officielles, sont relevés très soigneusement. La Société de statistique peut légitimement, semble-t-il, encourager l'auteur à poursuivre l'œuvre qu'il a commencée.

M. le Président annonce ensuite que M. Tarry (H.) offre à la Société trois Annuaires de l'École polytechnique pour 1894, 1895, 1896.

Il fait remarquer qu'indépendamment des documents qui intéressent spécialement les polytechniciens, les Annuaires de M. Tarry contiennent une partie *historique* et une partie *scientifique* d'un intérêt général, qui en rendront la lecture profitable pour tous nos collègues. Quant à la partie *statistique*, elle y est prépondérante, car les Annuaires de 1895 et 1896 contiennent la première partie du *Mémorial de l'École* qui donne les noms et adresses ainsi que la profession des 8 000 polytechniciens vivants au 1<sup>er</sup> janvier 1895, c'est-à-dire cent ans après l'ouverture de l'école.

Cette publication n'a pas été continuée. C'est fâcheux, car la deuxième partie du *Mémorial* devait contenir la liste des 8 000 polytechniciens entrés à l'école pendant le courant du siècle et décédés au 1<sup>er</sup> janvier 1895, et la troisième partie devait contenir ces 16 000 noms classés par professions. Il exprime l'espoir que, si l'Annuaire ne peut être continué, M. Tarry pourra au moins donner la deuxième partie du *Mémorial*, c'est-à-dire les noms des 8 000 décédés avec la date des décès. On aurait ainsi les éléments d'une table de mortalité sur têtes choisies, particulièrement intéressante en raison de l'homogénéité du groupe.

M. TARRY répond que diverses circonstances ont empêché l'auteur de réaliser ce projet, mais qu'il a fait récemment les démarches nécessaires pour y donner suite. En conséquence, il exprime l'espoir que la deuxième partie du *Mémorial*, attendue avec impatience par tous les polytechniciens, pourra être imprimée dans le deuxième semestre de 1907; une refonte des deux parties aura lieu et la nouvelle édition comprendra la liste des *cent premières promotions* avec la distinction des morts et des vivants.

M. le SECRÉTAIRE GÉNÉRAL, dépouillant la correspondance, annonce que notre collègue M. Bresson, récemment décédé, a légué à la Société le capital nécessaire pour lui constituer une rente annuelle de 25 fr. Il estime être l'interprète de la Société en adressant un nouvel hommage à la mémoire du regretté défunt.

Lecture est donnée par M. le Secrétaire général de la liste des documents parvenus depuis la séance dernière et dont on trouvera l'énumération complète page 272.

L'ordre du jour appelle la lecture de la communication de M. Meuriot intitulée : « Une nouvelle carte électorale de l'empire allemand, d'après les dernières élections au Reichstag en 1907. »

M. MEURIOT rappelle d'abord que cette communication est la suite de celle qu'il a faite il y a trois ans, après les élections de 1903. Depuis cette époque, des événe-

---

(1) M. Arthur. Rousseau, 14, rue Soufflot, est chargé de recevoir les souscriptions.

ments sont survenus qui ont modifié d'une manière très importante la répartition des représentants des divers partis.

M. Meuriot compare d'abord la population et sa représentation effective et insiste sur la disproportion de plus en plus grande qui se manifeste dans cette représentation.

Les circonscriptions électorales comptaient environ 103 000 membres en 1870 : qui s'élevaient à peu près à 142 000 en 1903, et en 1907 elles en comptaient 153 000 : l'augmentation due à l'accroissement de la population est de 49 %.

On trouve d'ailleurs des différences considérables dans les diverses parties de l'Empire : c'est ainsi que l'Est compte 141 mandats, l'Ouest 152 et le Sud 104, tandis que les populations se sont accrues de 36,4 % — 42,3 % — 21,3 % respectivement. Les partis qui bénéficient le plus de cette situation anormale sont les conservateurs allemands et le centre catholique qui recrutent leurs forces dans l'Est, le Centre et le Sud de l'Empire.

Les listes électorales s'accroissent d'ailleurs avec une remarquable régularité — près de 1 million de 1898 à 1903, et 820 000 de 1903 à 1906.

La population électorale de l'Empire, qui n'était guère que de 8 millions en 1874, est aujourd'hui de plus de 13 millions.

M. Meuriot donne le mouvement de la population électorale dans chacun des groupes Est, Ouest et Sud depuis 1874 et montre que le rapport du nombre des électeurs à la population totale est ainsi passé de 20 % à 23,03 %.

La situation qui résulte de cette répartition très inégale des électeurs est en fait politiquement désavantageuse à l'Ouest par suite du très grand nombre de petites circonscriptions qui y sont renfermées, tandis qu'au contraire les grandes circonscriptions sont nombreuses dans l'Est et le Centre.

Dans une seconde partie, M. Meuriot aborde le caractère général des élections de 1907 et montre qu'il réside surtout dans l'importance considérable du nombre des suffrages exprimés dans ces élections. Il rappelle les circonstances dans lesquelles se sont produites ces élections motivées par la dissolution du Reichstag à la suite du refus de voter divers crédits coloniaux. Ces élections se sont faites comme celles de 1887 pour maintenir l'unité gouvernementale et la politique coloniale, de telle sorte que les partis d'opposition se sont trouvés nécessairement réduits. 43 sièges ont été perdus par les socialistes et ont été répartis entre les divers autres partis, mais ce sont surtout les nationaux-libéraux qui, comme en 1887, se relèvent et gagnent le plus de sièges.

M. Meuriot, rappelant l'histoire de la question qui a motivé la dissolution du Reichstag, montre que le gouvernement a fait un acte de haute politique et cela à un moment aussi bien choisi que possible, aussi sa victoire a-t-elle été complète et l'on peut dire qu'il possède 212 sièges contre 185 aux partis d'opposition, tandis que les élections de 1903 ne lui avaient donné que 170 sièges contre 227 à l'opposition.

M. Meuriot étudie ensuite en détail chacun des partis.

Le parti du nouveau cartell, les gouvernementaux, comprenant les conservateurs et les partis de l'Empire, semble avoir reconquis le nombre de sièges qu'il possédait en 1887 ou du moins en avoir reconquis un certain nombre.

Les nationaux-libéraux, qui formaient en 1887 un groupe important, semblaient s'amoinrir, mais les dernières élections leur ont redonné une nouvelle vigueur. Il y a lieu de constater qu'à la différence des conservateurs, les nationaux-libéraux ont surtout conquis des voix dans les villes. Au contraire, dans les petites circonscriptions, qui paraissent être plutôt l'apanage des conservateurs et du centre, les nationaux-libéraux ne possèdent que 8 sièges.

Les progressistes, qui forment une partie importante du parti gouvernemental, ont subi des vicissitudes analogues à celles qui ont frappé le parti des nationaux. Ils ne sont d'ailleurs devenus gouvernementaux que depuis la chute de Bismarck, à qui ils faisaient une opposition irréductible.

Les autres partis gouvernementaux, tels que les antisémites, à part le pasteur

Stocker, présentent une cohésion moins grande et les disputes intérieures les affaiblissent encore.

Parmi les partis dits d'opposition, le plus important est sans contredit le centre : c'est celui qui a le plus gagné de voix dans l'opposition et son développement suit une marche assez régulière. Il se constitua en 1874 sous la menace du *Kulturkampf* et a toujours compté depuis cette époque un nombre de sièges au moins égal à 90.

Le second grand parti d'opposition est celui des socialistes qui, en 1874, ne comptait que 2 sièges avec 124 000 voix.

En 1874, il gagnait 7 sièges et la progression des voix a été constante quoique le nombre de sièges ait diminué, après avoir atteint le nombre de 56 en 1898.

En 1898, les *Sozial-Demokraten* se flattaient de conquérir le pays en entier, escamotant leur active propagande dans les centres ouvriers urbains. Ils se sont lourdement trompés, mais cependant le caractère de l'échec qu'ils viennent de subir est analogue à celui qui les frappa en 1887 : c'est une réaction de l'esprit d'Empire.

On doit cependant constater que le nombre de voix qu'ils conquièrent va toujours en croissant et un peu plus vite que l'accroissement de la population.

Les autres partis d'opposition, tels que les Danois, les Polonais, les Alsaciens-Lorrains et les Guelfes de Hanovre, présentent une importance relativement faible et semblent se maintenir sans grandes variations.

En résumé, le Parlement allemand semble bien représenter actuellement l'image de l'Allemagne ou plutôt des Allemagnes : il y a une variété de partis, mais une idée unique les dirige, ou plutôt dirige la majorité, c'est celle de l'Empire.

M. le PRÉSIDENT remercie M. Meuriot de sa très intéressante et vivante communication, qui est tout à fait remarquable par la précision des observations.

M. RISSER rappelle que la *Revue de Paris* a publié une étude de M. Bérard suivie d'un travail de M. Albert Lunois sur les élections en Allemagne et il indique que les résultats concordent avec ceux que M. Meuriot vient d'exposer (1).

M. CADOUX fait remarquer que les pertes subies par les *Sozial-Demokraten* proviennent surtout de la rivalité des partis socialistes : il est convaincu que leur échec est dû surtout aux divergences de Bernstein et de Wollmar. Ces dissentiments ont fait incliner quelques socialistes vers les partis bourgeois et c'est ainsi qu'une fraction socialiste est arrivée à devenir gouvernementale.

C'est, en fait, la contre-partie de ce qui s'était passé en 1903 lorsque les divers partis d'opposition s'étaient réunis avec les socialistes contre l'Empire.

La parole est ensuite donnée à M. MALZAC, qui exprime le désir de voir reprendre la discussion sur sa communication sur la réforme de la loi de 1853 sur les pensions civiles. Il dit que les retenues faites actuellement sont insuffisantes pour donner les retraites aux agents de l'État et qu'il y aurait lieu de bien préciser ce point pour répondre à divers articles de journaux qui sembleraient au contraire tendre à montrer que l'État fait des bénéfices sur les pensions.

M. le PRÉSIDENT répond que cette question, vu sa complexité, ne peut être traitée aujourd'hui, mais qu'elle pourra être reprise à la rentrée.

M. le PRÉSIDENT annonce que M. Turquan, qui devait faire une communication sur les immigrations et les émigrations départementales par département d'origine et de destination, se trouve être souffrant et n'a pu se rendre à Paris. Il donne ensuite la parole à M. Tarry, qui doit faire connaître le mouvement espérantiste en France depuis vingt ans.

M. TARRY rappelle en quelques mots l'origine de l'esperanto dont le nom n'est autre que le pseudonyme adopté par son inventeur, le Dr Zamenhof. Il ajoute que sa communication a surtout pour but de montrer l'intérêt de la nouvelle langue au point de vue scientifique et par suite au point de vue statistique. Cette langue, il faut d'ailleurs le répéter, n'a pas du tout pour but actuel de remplacer les langues vivantes mais seulement de servir de langue internationale auxiliaire. Son adoption

---

(1) On pourrait citer aussi une étude de M. Paul Louis dans le *Mercure de France* du 1<sup>er</sup> mars dernier (LA RÉDACTION).

universelle permettrait les correspondances de pays à pays, pour les échanges commerciaux aussi bien que pour les publications scientifiques générales et aussi pour les simples voyages en pays étranger.

A l'heure actuelle, ajoute M. Tarry, on peut évaluer à 300 000 ou 400 000 le nombre total des espérantistes dans les cinq parties du monde, dont la plus grande partie en Europe et surtout en Russie. Il n'est pas impossible de les grouper par pays. C'est ce qu'il a essayé de faire dans le travail dont il donne une lecture sommaire et qui paraîtra dans le présent Journal, avec cartes à l'appui. On pourrait aussi grouper les espérantistes par profession.

M. le PRÉSIDENT remercie l'orateur et lève la séance à 10<sup>h</sup> 45.

Le Secrétaire général,  
E. FLÉCHEY.

Le Président,  
L. MARCH.

---